

### Une réunion d'experts sur la gouvernance forestière et la REDD+ rassemble les parties prenantes à Rome

Le Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (ONU-REDD), Chatham House, la FAO et la Banque mondiale ont organisé une réunion d'experts sur la gouvernance forestière et la REDD+ qui s'est tenue les 19 et 20 mai 2011 au siège de la FAO à Rome. La réunion a rassemblé des participants très divers, notamment des responsables gouvernementaux de pays donateurs et bénéficiaires concernés par la gouvernance forestière et la REDD+, des experts d'institutions internationales et du monde universitaire, des membres d'organisations de la société civile nationales et internationales, et des représentants du secteur privé.

La réunion visait à encourager la coordination dans l'apport d'informations et l'évaluation de la REDD+ et de la gouvernance forestière. Jusqu'à présent, elle a permis de lancer deux nouveaux guides destinés à aider les praticiens: le *Cadre pour l'évaluation et le suivi de la gouvernance forestière*, né du symposium sur les indicateurs de la gouvernance forestière de Stockholm de 2010, conçu par la Banque mondiale et la FAO, et le *Projet de directives relatives à la fourniture d'informations sur la gouvernance REDD+*, élaboré par le Programme ONU-REDD et Chatham House. Les deux guides offrent des recommandations cohérentes et complémentaires en vue d'apporter des informations sur la REDD+ et la gouvernance forestière, en s'appuyant sur l'expérience pratique et des initiatives existantes dans ce domaine.

Des présentations ont introduit les documents, décrivant ce qui les relie et la manière dont ils pouvaient être utilisés de façon complémentaire. Les participants ont eu la possibilité de faire des commentaires et de poser des questions.

L'un des thèmes essentiels de la réunion a porté, plus généralement, sur les besoins en matière d'informations sur la gouvernance des différentes parties prenantes, notamment les gouvernements, le secteur privé et les communautés locales. Les perspectives des usagers ont été prises en compte dans des groupes de travail, et

un panel de discussion spécifique a mis l'accent sur le travail des gouvernements et des organisations de la société civile, explorant comment les documents pourraient être utiles à leur action. Pour prendre un exemple à cet égard, Filippo del Gatto, membre de Madera Verde («bois vert») en Équateur et de Global Witness, a expliqué comment le *Cadre pour l'évaluation et le suivi de la gouvernance forestière* était susceptible d'appuyer son travail au sein du projet PRO-FORMAL du Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR) en Équateur: il pourrait l'aider avant tout à chercher des éléments identifiables («sous-composantes») de l'économie politique locale et de la gouvernance de la chaîne productive, et à concevoir des indicateurs pour les analyser et les mesurer.

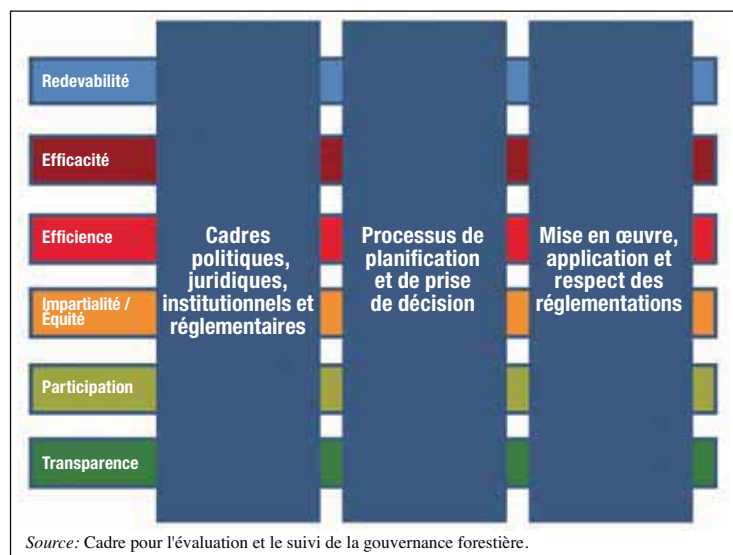
Les principales conclusions de la réunion ont été les suivantes:

- Une contribution significative des documents est de proposer un langage et des concepts communs pour tous ceux qui sont concernés par l'évaluation de la gouvernance et la fourniture d'informations à son sujet.
- Les documents ont un vaste éventail de champs d'application, allant des activités de plaidoyer aux réformes gouvernementales.
- L'appropriation des documents au travers d'un processus participatif sera un élément clé de leur application efficace.
- Il existe déjà des occasions diversifiées d'utiliser les documents dans de brefs délais: évaluations participatives de la gouvernance pour le Programme REDD+, cours de formation par Internet de l'Organisation internationale de droit du développement (IDLO), action relative à l'application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux (FLEGT) de l'Union européenne (EU) et mécanismes REDD+, programmes forestiers nationaux, et projet de recherche et enseignement sur la politique et l'économie forestières (Forest Policy and Economics Education and Research – FOPER) de l'Institut forestier européen (EFI).
- Les participants ont fait les recommandations suivantes aux agences concernées:

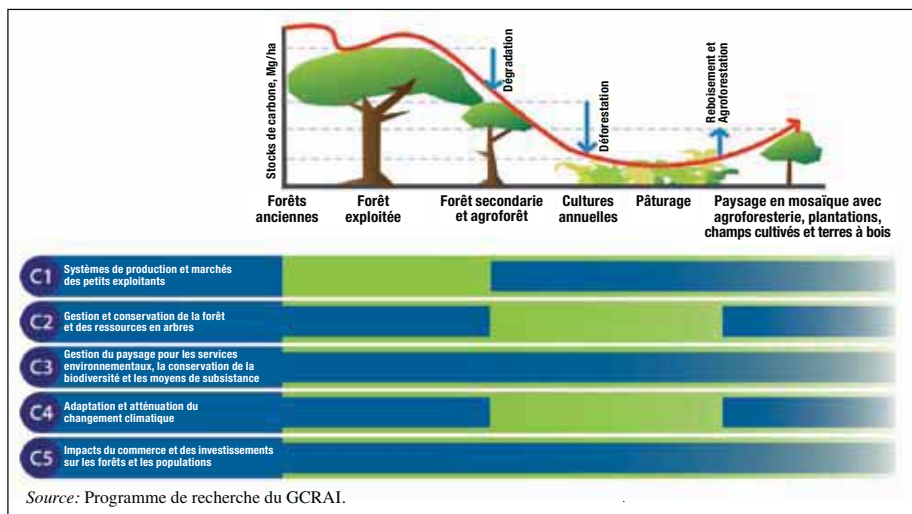
- > poursuivre le développement des documents, notamment en matière de dissémination et de communication (par exemple, à travers des réseaux Internet et/ou un site spécifique);
- > analyser plus en profondeur les synergies entre initiatives et encourager la coordination entre outils existants;
- > organiser une «communauté de pratique» visant à recueillir et échanger des informations sur les meilleures pratiques d'un pays;
- > soutenir l'action des pays à travers la formation, le renforcement des capacités et des applications pilotes.

Documents disponibles en anglais:

Framework for Assessing and Monitoring Forest Governance: [www.fao.org/docrep/014/i2227e/i2227e00.pdf](http://www.fao.org/docrep/014/i2227e/i2227e00.pdf)  
Draft Guidance for the Provision of Information on REDD+ Governance: [www.unredd.net/index.php?option=com\\_docman&task=doc\\_download&gid=5336&Itemid=53](http://www.unredd.net/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=5336&Itemid=53)



**Piliers et principes d'une bonne gouvernance forestière**



Les composantes du CRP6 dans la courbe de transition forestière et de l'utilisation des sols

### Le CRP6, une nouvelle approche de la recherche forestière

Une nouvelle initiative est sur le point d'influencer la gestion de 1,8 milliards d'hectares de forêts. Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) a intégré les forêts et les arbres dans son nouveau portefeuille de recherche et a chargé le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR) de diriger ce domaine. Le Programme de recherche n° 6 (CRP6) du GCRAI porte sur «les forêts, les arbres et l'agroforesterie: les moyens de subsistance, les paysages et la gouvernance». Le CRP6 implique des centres partenaires: Bioversity International, le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) et le Centre mondial d'agroforesterie. Le programme s'appuie sur une recherche comparative globale et se propose d'être bénéfique à des millions de personnes parmi les plus pauvres du monde.

L'initiative se penchera sur 46 pour cent de la couverture forestière mondiale, à savoir 1,3 milliard d'hectares de forêts denses et 500 millions d'hectares de forêts ouvertes et morcelées. Elle devrait permettre de:

- sauver du déboisement entre 0,5 et 1,7 million d'hectares de forêt chaque année;
- mener à l'adoption de pratiques de production et de gestion écologiquement et socialement durables sur 9,3 à 27,8 millions d'hectares de forêts aménagées; et
- réduire les émissions de carbone à des niveaux compris entre 0,16 et 0,68 Gt de CO<sub>2</sub> par an.

La recherche ciblera quelque 500 millions de personnes vivant à l'intérieur ou au voisinage des forêts en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est, et contribuera à:

- améliorer la production et les options de gestion, au profit d'au moins 3 millions de producteurs et commerçants et de leurs familles;
- accroître la conservation de la diversité des arbres, au profit d'au moins 2 millions de producteurs;
- développer des techniques de production et de gestion aptes à augmenter la productivité des groupes-cibles d'au moins 50 pour cent;
- multiplier— au moins — par deux les revenus issus de la forêt et des produits agroforestiers pour les ménages-cibles;

- augmenter les financements des programmes d'adaptation aux changements climatiques de façon à ce qu'ils soient bénéfiques à 60 millions de personnes supplémentaires;
- accroître la fourniture de crédits REDD+ valant entre 108 millions et 2 695 millions de dollars EU par an; et
- renforcer de façon significative l'accès des femmes aux avantages tirés des forêts.

### Les forêts tropicales à l'ordre du jour du Sommet des trois bassins

L'importance de la contribution des forêts tropicales aux moyens d'existence des populations et à la conservation de la biodiversité est bien connue. Trois zones de forêt tropicale (le bassin de l'Amazonie, le bassin du Congo et les forêts d'Asie du Sud-Est) représentent 80 pour cent des forêts tropicales du monde et abritent les deux tiers de la biodiversité terrestre. Les pays qui partagent ces ressources affrontent des défis similaires, devant trouver un équilibre adéquat entre conservation de la biodiversité forestière, atténuation des effets des changements climatiques et poursuite du développement économique et social. Pour relever ces défis, une coopération solide entre ces pays est nécessaire.

#### Chefs d'État ou leurs représentants assistant au sommet



La première proposition à cet égard a été faite en 2006 à Bali, Indonésie, par le Gouvernement de la République du Congo, et a été suivie en 2010, toujours à Bali, par une proposition du Gouvernement de la République d'Indonésie. C'est pour traduire ces propositions dans la pratique – prendre acte de ce qui se passe dans les forêts tropicales de ces régions cruciales et donner une impulsion à leur gestion durable – que la République du Congo a accueilli le Sommet des trois bassins forestiers tropicaux.

Pour la préparation de l'événement, trois agences des Nations Unies ont été contactées en vue de produire les documents d'information du Sommet. Il a été demandé à la FAO et à l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) de préparer une publication sur la situation des forêts en Amazonie, dans le bassin du Congo et en Asie du Sud-Est, à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) d'élaborer un projet d'Accord de coopération, et au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) de soumettre un projet de Déclaration du Sommet. La situation des forêts dans le bassin amazonien, le bassin du Congo et l'Asie du Sud-Est a mis en évidence que la valeur potentielle de nombreux biens et services fournis par les forêts pluviales dépasse clairement de loin tous les bénéfices susceptibles d'être obtenus à partir de pratiquement n'importe quelle autre utilisation des terres. «La valeur des services des forêts tropicales pourrait atteindre plusieurs milliers de dollars par hectare», lit-on sous la plume d'Eduardo Rojas-Briales, Sous-Directeur général du Département des forêts de la FAO, et d'Emmanuel Ze Meka, Directeur exécutif de l'OIBT.

Le Sommet s'est tenu à Brazzaville du 29 mai au 3 juin 2011. Environ 600 personnes y ont assisté, notamment des chefs d'État ou leur représentants, des ministres et les médias. Le Sommet comprenait trois segments: le segment des experts, le segment ministériel et le segment présidentiel. Des communications ont été présentées par les organisations participantes, sur des thèmes liés au développement des forêts, comme les activités REDD+ et la lutte contre la pauvreté, l'économie verte et les approches novatrices de financement visant à une gestion forestière durable. Les présentations se proposaient de faciliter une compréhension commune des questions cruciales, des opportunités et des défis auxquels sont confrontés les pays des trois bassins forestiers tropicaux.

Un examen du projet de Déclaration a été effectué dans le cadre du segment des experts. Une version mise à jour a été soumise au segment ministériel, où elle a été revue et finalisée. La nouvelle version a alors été présentée au segment présidentiel, où elle a été adoptée par les chefs d'État ou leurs représentants.

Les délégués sont convenus qu'une plus grande consultation entre pays était nécessaire avant de pouvoir discuter et signer le projet d'Accord de coopération proposé.

Les chefs d'État ou leurs représentants se sont engagés d'un commun accord à prendre des mesures concrètes pour promouvoir le dialogue et la coopération entre leurs pays, et ont confié à leurs ministres en charge des forêts la préparation d'un plan d'action à cet effet. Un comité de suivi, le Bureau de Brazzaville, a été mis en place; dirigé par la République du Congo, avec la participation de la République d'Indonésie et de la République du Guyana, il bénéficie du support technique des agences des Nations Unies et du Fonds mondial pour la nature (WWF). Le mandat du Bureau de Brazzaville consiste à finaliser la rédaction du projet d'Accord de coopération,

en tenant compte des commentaires et remarques des experts, et à obtenir l'appui des pays pour qu'il soit adopté au plus tard lors du Sommet de Rio+20.

Le Président de la République du Guyana, H.E. Bharrat Jagdeo, a été nommé Ambassadeur de bonne volonté des trois bassins forestiers tropicaux.

Pour plus d'informations sur le Sommet et ses documents de base, consulter: <http://www.3bassinsforestiers.org/fr/>.

## La Première Semaine africaine des terres arides explore le potentiel en matière de développement



*Dans les zones arides, les arbres soutiennent la terre; ils sont parvenus à signifier la différence qu'il y a entre vivre dans une pauvreté misérable et avoir des moyens d'existence durables.*



**Luc Gnacadja**, Secrétaire exécutif de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification

La Première Semaine africaine des terres arides s'est tenue à Dakar du 10 au 17 juin 2011, en correspondance de la date du 17 juin, Journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse. Elle portait sur le thème suivant: *Vers une vision globale et un partenariat sur la gestion durable des terres et la gestion des risques climatiques pour l'Initiative du Sahara et du Sahel*. Cette première Semaine africaine des terres arides était une contribution à l'Année internationale des forêts, ainsi qu'à la Décennie pour les déserts et la lutte contre la désertification des Nations Unies.

L'événement a été organisé par la Commission de l'Union africaine (CUA), l'Earth Institute de l'Université de Columbia, l'Union européenne (UE), la FAO, le Gouvernement de la République du Sénégal, le Centre OMD (objectifs du Millénaire pour le développement) de l'Afrique de l'Ouest et du centre, le Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et Wallonie-Bruxelles International. Plus de 17 partenaires et plus de 200 scientifiques, experts techniques, acteurs du développement, organisations non gouvernementales (ONG), responsables politiques et donateurs se sont rassemblés pour analyser les enjeux constitués par la dégradation des sols, la désertification, le changement climatique et la pauvreté dans la région encerclant le Sahara.

Des sorties sur sites ont illustré les problématiques de la désertification et la réalité des projets sur le terrain. L'un des itinéraires a conduit les participants dans les régions de Kébemer, Linguere et Louga, en vue de visiter divers sites de projets. Ces derniers comprenaient notamment un projet de fixation de dunes et de gestion pour le tourisme, mis en œuvre par le Service forestier du Sénégal en partenariat avec des ONG et des organisations du secteur privé, de même que le projet Opération acacia (voir encadré page 66), mis en œuvre par la FAO avec des partenaires du Sénégal, tels que le Service forestier, des groupes de femmes locaux, le secteur privé et les communautés locales.

La Semaine a comporté des séances plénières et des sessions «café mondial», de même que des groupes de travail. Elle a abordé notamment les thèmes suivants:



FAO/R. FAIDUTTI

**Agriculteur faisant pousser des haricots à côté d'un exemplaire de Acacia senegal**

(NGARA), et grâce au financement du Gouvernement italien au travers du Fonds fiduciaire pour la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments, a mis en œuvre avec succès le projet Opération acacia. L'objectif était de consolider la sécurité alimentaire, lutter contre la pauvreté et maîtriser la dégradation des sols des zones arides, dans les pays cités plus haut – lesquels sont producteurs de gommages et de résines. L'approche consistait à renforcer la capacité de ces pays de répondre à ces problèmes grâce à la restauration et à l'amélioration des systèmes de production agrosylvopastoraux avec acacia, et à travers le développement durable des secteurs de la résine et de la gomme.

Les réalisations de ce projet ont été nombreuses. Au total, 13 240 hectares d'acacia ont été restaurés. Des systèmes agrosylvopastoraux ont été établis, et la production de gommages et de résines a été améliorée. Les populations locales ont été autonomisées grâce à un programme intensif de renforcement des capacités portant sur l'utilisation et l'application de la technologie, l'établissement de pépinières et de productions végétales, la production agricole, et la récolte et le traitement des gommages et des résines. L'échange d'informations, la formation, le transfert technologique et le contrôle de qualité des gommages et des résines ont été améliorés grâce au renforcement de l'organisation et de la gestion du NGARA. Un programme décennal pour les pays producteurs de gommages et de résines a été élaboré.

Pour plus d'informations, consulter: [www.fao.org/forestry/aridzone/62998/fr/](http://www.fao.org/forestry/aridzone/62998/fr/).

- réhabilitation des sols dégradés et lutte contre l'empiètement du sable dans les zones arides;
- science et pratique en vue du reverdissement du Sahel;
- petites et moyennes entreprises – chaîne de valeur des produits des zones arides;
- initiatives et processus visant à l'aménagement durable des terres (et contribuant à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques – CCNUCC –, à la Convention sur la diversité biologique – CDB – et à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification).

S'appuyant sur les réussites de l'Afrique au niveau local, national et régional, les participants ont rappelé tout au long des sessions que les efforts visant à relever les défis actuels et futurs doivent comprendre l'établissement d'une alliance à l'échelle du continent tout entier. Cette alliance devrait par ailleurs intégrer les stratégies de lutte contre la pauvreté, sur la base des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Ces stratégies devraient se proposer de transformer les moyens d'existence des communautés locales et l'environnement à travers de bonnes pratiques, telles que la régénération naturelle gérée par les producteurs et d'autres systèmes de production agroforestiers dirigés par les communautés locales; la réhabilitation et la restauration des forêts et terres dégradées; la gestion intégrée des sols et de l'eau; la fixation des dunes de sable; et la foresterie urbaine et périurbaine.

La Première Semaine africaine des terres arides a été l'occasion de manifester un renouveau de la solidarité et de l'unité de la région

## Gommages, résines et moyens d'existence

Les pays du Sahel ont été gravement touchés par la sécheresse et la désertification, qui ont eu des répercussions négatives sur des systèmes de production importants tels que la sélection du bétail, l'agriculture et les terres boisées.

Les espèces d'arbres produisant de la gomme appartiennent en général au genre *Acacia*, fort répandu sur le continent africain, en particulier dans les zones arides et semi-arides. En plus de la production de gomme, de fourrage et de bois de feu, les espèces d'acacia contribuent à créer des conditions favorables pour l'agriculture en protégeant les cultures contre les fortes pluies et l'érosion éolienne, en amortissant les conditions climatiques extrêmes et en restaurant la fertilité des sols.

La FAO, en collaboration avec ses partenaires au Burkina Faso, au Kenya, au Niger, au Sénégal, au Soudan et au Tchad, et le Réseau pour les gommages et les résines naturelles en Afrique



*Les effets combinés de la dégradation des terres, de la déforestation et de l'épuisement des sols sont particulièrement sévères dans les zones arides et semi-arides. Les causes en sont la surexploitation des forêts, des arbres, des broussailles et des pâturages, la gestion inadéquate des ressources en sols et en eau, de même que la pauvreté et les faibles opportunités de développement, exacerbées par le changement climatique. De nombreux succès majeurs ont déjà été réalisés, fournissant une excellente base sur laquelle s'appuyer.*



D'après la Déclaration des participants de la Première Semaine africaine des terres arides

autour du Sahara. Les participants ont recommandé l'organisation d'une seconde Semaine africaine des terres arides de façon à conserver l'élan et maintenir l'engagement à transformer ces écosystèmes durant la Décennie pour les déserts et la lutte contre la désertification des Nations Unies.

Pour plus d'informations sur la Première Semaine africaine des terres arides, consulter: [drylandsforum.wordpress.com](http://drylandsforum.wordpress.com).





## Réunion inaugurale des ministres en charge des forêts de l'APEC à Beijing

La première réunion des ministres en charge des forêts de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) s'est tenue les 6-8 septembre 2011, à Beijing. Elle avait pour thème le renforcement de la coopération régionale pour favoriser la croissance verte et le développement forestier durable.

Les participants couvraient la totalité des 21 économies de l'APEC, et comprenaient notamment neuf ministres, des organisations forestières internationales majeures et des représentants d'associations industrielles et du secteur privé.

Le Président de la République populaire de Chine, Hu Jintao, a ouvert la rencontre.

La réunion a compris des discussions portant en particulier sur les nouveaux défis et opportunités liés à la foresterie en Asie et dans le Pacifique, l'utilisation avisée des ressources forestières pour améliorer les moyens d'existence et promouvoir le développement durable, le renforcement de la gouvernance et de la gestion forestière, et la coopération en vue d'accroître le secteur forestier dans la région.

Reconnaissant les difficultés associées à la disponibilité de ressources et d'énergie, au changement climatique, à la perte de diversité biologique, à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire, la réunion a adopté la Déclaration de Beijing sur les forêts et la foresterie. La Déclaration tient compte de la diversité des économies de l'APEC et de leurs besoins de développement. Quinze points d'engagement ont été élaborés, en appui de la croissance verte, de la gestion forestière durable et de la réhabilitation des forêts. Citons, entre autres, les engagements suivants: renforcer l'implication



*Les ministres des forêts de l'APEC découvrent une plaque qui commémore les opérations officielles du Réseau de la région Asie-Pacifique pour la gestion et la réhabilitation durable des forêts*

politique visant à soutenir la gestion forestière durable ainsi que la conservation et la réhabilitation des forêts; renforcer la coopération internationale en matière de gestion forestière durable; renforcer la coopération des économies de l'APEC sur les politiques forestières et l'aménagement forestier, en vue de consolider les programmes de boisement, reboisement et plantations d'arbres; et renforcer les programmes de proximité visant à sensibiliser le public sur des questions relatives aux forêts.

La Déclaration de Beijing est disponible sur: [www.apec.org/Meeting-Papers/Ministerial-Statements/Forestry/2011\\_forestry.aspx](http://www.apec.org/Meeting-Papers/Ministerial-Statements/Forestry/2011_forestry.aspx).